

OTTAWA – Alors que le gouvernement continue à distribuer au compte-gouttes les détails sur la mission canadienne en Irak — présente et future —, les partis continuent à s'accuser mutuellement de manquer de transparence.

Le premier ministre Stephen Harper a de nouveau soutenu, mercredi à la Chambre des communes, que son gouvernement n'avait pas encore pris de décision concernant une éventuelle mission de combat en Irak.

Il a cependant écarté l'idée d'un déploiement «à grande échelle» de troupes au sol pour lutter contre les milices du groupe armé État islamique (EI). Cette option n'est d'ailleurs dans les cartons d'aucun des pays membres de la coalition menée par les États-Unis, selon M. Harper.

En réponse à une question du chef libéral Justin Trudeau, qui a accusé mercredi le chef conservateur d'être «cachottier», Stephen Harper a renchéri que les libéraux, et non les conservateurs, avaient une position floue.

«Je pense que la perspective de notre gouvernement et des gouvernements à travers le monde quant à cette situation est claire. (...) C'est la position du Parti libéral qui n'est pas connue», a-t-il lancé.

Stephen Harper a de nouveau fait face à un barrage de questions de la part du Nouveau Parti démocratique (NPD), notamment en ce qui a trait au nombre de conseillers militaires canadiens se trouvant en Irak.

Depuis deux semaines, le gouvernement disait en avoir envoyé 69. Mercredi, le premier ministre a dit qu'il y en avait 26.

Le chef néo-démocrate Thomas Mulcair a posé la question aux Communes, mais dans les faits, le NPD avait été informé de cette donnée en matinée. C'est le ministre des Affaires étrangères, John Baird, qui l'a indiqué dans un bref courriel envoyé à la députée Hélène Laverdière.

«Ça pose de bonnes questions quant à la nécessité de l'aide canadienne», a suggéré la porte-parole du NPD en matière d'affaires étrangères.

Députés conservateurs en faveur

Si M. Harper se montre prudent sur les intentions de son gouvernement, plusieurs de ses députés estiment que le Canada a l'obligation de faire sa part pour mettre fin à la menace que représente le groupe armé ÉI.

Le député beauceron Maxime Bernier est de ceux-là.

«Absolument. Je pense qu'il est dans l'intérêt des Canadiens et de la communauté internationale que le Canada fasse partie de la coalition», a-t-il répondu lorsqu'on lui a demandé s'il était en faveur d'une intervention plus musclée.

Quelques heures auparavant, à l'entrée du caucus hebdomadaire du Parti conservateur, certains soutenaient en outre que cette position était partagée par la majorité des autres députés.

«Connaissant mes collègues, oui, nous sommes tous d'accord à l'effet qu'il faut poser des gestes pour protéger nos citoyens et composer avec la menace terroriste», a signalé le député saskatchewanais Tom Lukiwski.

«Ils (les miliciens) ont enlevé les têtes des journalistes, ils ont violé des femmes, alors c'est certain que moi, je suis complètement d'accord qu'il faut les arrêter et on va faire de notre possible», a affirmé la ministre du Patrimoine, Shelly Glover.

M. Harper a déclaré mardi à la Chambre des communes qu'il présenterait un plan au cours des prochains jours. S'il opte pour une mission de combat, il s'est engagé à tenir un débat et un vote.

Le chef conservateur a souligné à de nombreuses reprises au cours des derniers jours que le Canada ne pouvait se contenter d'un simple rôle de spectateur alors que les milices de l'ÉI continuent à commettre leurs atrocités.

Le NPD «unanime»

Le Nouveau Parti démocratique (NPD) a exprimé à plusieurs reprises sa réticence à participer à une mission de combat qui ne se déroule pas sous l'égide de l'OTAN ou des Nations unies

«Il est clair que lorsque les Canadiens voient à la télévision les horreurs commises par l'ÉI en Irak, ils veulent une réaction. Mais la question est de savoir quelle est la meilleure façon pour le Canada de réagir», a plaidé le chef néo-démocrate Thomas Mulcair à l'issue du caucus de son parti.

Plaidant qu'il faut éviter de «succomber au chant des sirènes de ceux qui voudraient nous lancer en guerre», il a signalé qu'il était en accord avec la livraison d'armes et d'aide humanitaire.

Et si les conservateurs arrivent à la Chambre des communes avec un plan pour une mission de combat, il estime qu'il n'aura même pas besoin d'imposer de ligne de parti à ses députés pour voter contre cette avenue.

Avec «le sentiment qui se dégage, je n'aurai pas besoin d'imposer quoi que ce soit», a-t-il laissé tomber.

«Il y a une belle unanimité d'analyse au sein du caucus du NPD», a poursuivi M. Mulcair.

Du côté du Parti libéral, le chef Justin Trudeau a affirmé qu'avant de s'engager dans une mission de combat, un «débat robuste» s'imposait.

Mission en Irak Harper dit que le gouvernement n'a pas encore pris de décision

Écrit par L'actualité

Mercredi, 01 Octobre 2014 16:38 -

«Tout ce qu'on sait, et on le sait autant par la bande des Américains auxquels le premier ministre a parlé il y a plus d'une semaine, est que ce premier ministre semble vouloir aller à la guerre en Irak», a-t-il soutenu.

Le chef de la deuxième opposition a par ailleurs spécifié qu'il avait abordé le dossier irakien avec d'anciens premiers ministres libéraux, incluant Jean Chrétien, qui avait refusé d'envoyer des troupes en Irak en 2003.

Justin Trudeau a refusé de dire ce que son prédécesseur à la barre du parti lui avait fourni comme conseils.

La mission de 30 jours actuellement en cours en Irak doit prendre fin ce week-end.

Si l'on se fie aux récents propos des conservateurs, une prolongation de cette mission dans sa forme actuelle n'aurait pas à être soumise à un vote.

Cet article [Mission en Irak: Harper dit que le gouvernement n'a pas encore pris de décision](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Mission en Irak Harper dit que le gouvernement n'a pas encore pris de décision](#)